cahier Upc - Roubaix #41

Conférence - Débat

REFAIRE LA CITÉ

L'AVENIR DES BANLIEUES

Michel KOKOREFF,sociologue

Didier LAPEYRONNIE,sociologue

Atelier citoyen

POLITIQUE DE LA VILLE :

VERS UN NOUVEAU PACTE DE CITOYENNETÉ



mardi 25 juin 2013

à l'ENPJJ



Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

L'université populaire et citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la Ville de Roubaix. Elle s'est donné pour objet d'organiser des croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois :

- **un lieu de formation citoyen** avec la mise en place de cycles de conférences-débats, de séminaires et de « cafés-citoyens » dans les quartiers. Ces lieux d'échanges et de formation sont gratuits et ouverts à tous.
- **un lieu d'action collective** avec l'organisation « d'équipes de recherche-action sociales » (Eras) créées à l'initiative de citoyens volontaires, chargées de concevoir et animer différents programmes de croisements de savoirs.

Depuis 2011, quatre recherches-actions proposent un programme riche de rencontres sur quatre thématiques :

- « **le racisme et la discrimination** » en développant notamment des ateliers d'histoire locale,
- « **le travail et l'insertion** » en élaborant des propositions visant à « bouger la politique de l'emploi à Roubaix »,
- « **l'écologie urbaine** » en accompagnant le collectif de l'Union dans le projet d'implantation de l'écoquartier de l'Union à Roubaix-Toucoing-Wattrelos,
- « **la santé citoyenne** » par la mise en débat d'une première offre publique de réflexion sur les trois axes : la santé surdéterminée par la précarité ; les difficultés à se soigner ; vivre "bien" avec une maladie ou un handicap.

L'Université populaire et citoyenne veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques, en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression.

Université Populaire et Citoyenne à Roubaix
c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix
Tél : 03.20.82.23.96 / contact@upc-roubaix.org
Toute notre actualité sur www.upc-roubaix.org

CONFÉRENCE-DÉBAT

REFAIRE LA CITÉ, L'AVENIR DES BANLIEUES

Repolitiser les cités, banlieues, zones urbaines sensibles...ces territoires que l'on ne cesse de stigmatiser. Inventer une politique des banlieues qui s'appuyeraient sur les forces des quartiers. C'est la proposition du livre *Refaire la cité* des sociologues Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie venus à Roubaix pour une conférence qui a rassemblé 150 participants. Alors que la situation ne cesse de se détériorer dans les banlieues populaires, il apparaît de plus en plus nettement qu'un changement de regard et de direction s'impose dans la politique de la ville. C'est dans cette optique que les auteurs de *Refaire la cité* ont été invités à s'exprimer.



En préambule à la présentation principale, Thibault Thellier, historien de la ville à l'IUT de Tourcoing, a ouvert quelques pistes de débat en partant des thèses défendues par les deux auteurs. Les politiques de la ville se sont trop focalisées sur le registre urbain et social des banlieues. Sans négliger l'importance de la lutte contre le chômage et la délinquance, les auteurs défendent l'idée que la priorité serait la question de l'intégration politique de ces banlieues populaires dans la communauté civique. Cet appel à l'intégration politique s'inscrit dans une perspective historique récurrente, à savoir l'incorporation dans la société de ce que l'historien Louis Chevalier appelait les « classes dangereuses ». A cet effet ont été successivement créés le ministère de l'Agriculture en 1882, le ministère du Travail en 1906 puis celui de la Ville en 1991. Toutefois, in fine, l'intégration politique, selon les dires des auteurs, ne s'est pleinement réalisée non pas via ces institutions susmentionnées, mais par le biais de la lutte des classes.

L'occasion pour les sociologues de s'interroger sur cette façon de conférer des droits sociaux à ces classes « dangereuses » par la création d'institutions ad hoc, tout en leur refusant la démocratie politique, et de dresser un parallèle avec la politique de la ville actuellement mise en œuvre. La création du ministère du Travail était une façon de contourner le mouvement ouvrier. Ne peut-on pas y voir un parallèle avec la politique de la ville actuelle qui met les populations des banlieues à l'écart de la communauté civique?

A partir de cette question ancienne mais récurrente de l'insertion des classes populaires dans la République, trois questions principales sont posées à nos intervenants pour lancer le débat. La première est relative à la métamorphose des banlieues populaires. Comment se sont-elles transformées depuis la crise des années 1970 jusqu'à devenir des « ghettos » pour certaines d'entre elles ?

La deuxième vise à interroger sur le sens même conféré à la politique de la ville. Qu'entend-on par politique de la ville ? De quoi est-elle le nom ? Peut-elle se réduire à une politique de l'urgence, qui répare la ville quand elle va mal, au gré des émeutes urbaines récurrentes ?

Enfin, troisième interrogation, quelles réponses peut-on y apporter ? Comment répondre notamment à la question de la refondation d'un communautarisme civique ? A partir de quoi, de qui va-t-on pouvoir le créer ? Une tâche d'autant plus compliquée au vu de la perte de vitesse des partis politiques et d'un certain nombre d'associations.

Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie



Diagnostic : des banlieues exclues, dépolitisées qu'il faut réintégrer dans l'espace commun

L'idée du livre est venue lors de la conduite d'enquêtes d'anthropologie urbaine dans un quartier populaire. Partant de multiples travaux et des réflexions menées, l'idée centrale est que la crise des banlieues pose avant tout une question politique, dans le sens où la société française se projette une représentation d'elle-même qui exclut les populations des banlieues difficiles, ou construit des représentations invalidantes qui font de ces populations des non-acteurs. Aujourd'hui, le défi majeur serait d'intégrer ces populations dans un espace commun dont elles sont exclues. Cette dimension politique est vécue au quotidien par les populations des banlieues dans les rapports qu'ils entretiennent avec le reste de la société. Par exemple, le jeune de banlieue se heurte à cette exclusion chaque fois qu'une dame serre son sac à son approche. Cette attitude de peur et de méfiance signifie symboliquement que ce jeune n'appartient pas à la communauté dont nous faisons partie, qu'il lui est extérieur et constitue une menace. Une image négative renvoyée qui est profondément ressentie par les habitants des quartiers populaires au quotidien.

Tout un vocabulaire se développe, invalidant les personnes visées et les enfermant dans une catégorie. L'exemple le plus frappant est sans doute la façon dont sont perçues les émeutes urbaines. Elles sont systématiquement dépolitisées dans le langage courant. Ce ne seraient que des violences urbaines, auxquelles on nie tout sens politique. Ce serait comme si, selon les auteurs, l'on réduisait les événements de la Bastille à des violences urbaines !

La construction du problème de la banlieue depuis les années 1970

C'est à partir du milieu des années 70, avec l'arrêt des grandes constructions, qu'émerge le problème de la banlieue tel qu'on le conçoit aujourd'hui. Les questions qui s'y posaient sont déjà celles que l'on se pose encore aujourd'hui : la dégradation du bâti, l'insécurité, l'absence de mixité sociale, le chômage, la délinquance des jeunes. Peu à peu, ces questions se sont cristallisées pour constituer un problème politico-social. Cette construction du problème peut se découper en trois périodes.

Un optimisme qui subsiste du milieu des années 1970 à la fin des années 1980

Cette première période est marquée par l'effondrement des protections ouvrières qui désorganise et affaiblit fortement le monde populaire en raison de la crise socio-économique.

Toutefois, malgré ce climat difficile, les gens dans les cités conservent un assez fort optimisme, pensant que leurs problèmes sont transitoires et qu'ils finiront par s'intégrer à la société française. Les tissus associatifs sont encore forts et c'est dans ce contexte que la Marche pour l'égalité s'est déroulée, conférant provisoirement à ces populations une forme de reconnaissance politique. Néanmoins, le chômage, la délinquance et le sentiment d'insécurité ne cessent d'augmenter, devenant déjà à partir de cette période un thème central des politiques urbaines. Simultanément, le monde associatif amorce son déclin.

On peut déjà observer que les réponses politiques mises en place à l'époque, développement social des quartiers (DSQ), missions locales, PAIO, ZEP etc., ressemblent peu ou prou dans leur logique à celles d'aujourd'hui.

Le tournant de Vaulx-en-Velin, symbole de l'échec des politiques sociales dans les banlieues

Les émeutes de Vaulx-en-Velin en 1990 sont une date charnière dans l'évolution du problème des banlieues. Ville-symbole des politiques sociales, Vaulx-en-Velin fut le théâtre d'émeutes très dures et violentes qui ont suivi la mort d'un jeune tué par la police lors d'une course-poursuite. Les émeutiers s'en prennent ostensiblement aux signes d'amélioration du quartier, qui révèlent rétrospectivement la tonalité très politique des violences.

A partir de cette date, l'optimisme face à l'avenir s'envole définitivement. Chacun prend conscience que la crise est durable. Un pessimisme nouveau qui affaiblit considérablement la capacité d'action des quartiers. L'exclusion que ressent la population des quartiers s'installe progressivement. Les gens se perçoivent de plus en plus non comme des citoyens mais comme « à côté » du reste de la population. Les formes de repli, sur la consommation et le privé, émergent. Un repli qui se traduit notamment par l'abandon des espaces publics, au profit de la culture de la rue propice au développement des trafics en tous genres.

C'est dans ce contexte que la politique de la ville se met officiellement en place, en 1990 avec la création du ministère de la ville.

Une situation contemporaine marquée par l'enfermement dans l'après 11-septembre

A partir de 2001, les sociétés occidentales vont se fermer très brutalement. Un peu partout, une « chasse aux immigrés » s'instaure, favorisant la montée de l'extrême-droite.

La situation contemporaine présente cinq grandes caractéristiques.

La première est cette logique d'enfermement. Concrètement, on observe des gens qui ne connaissent personne d'autre en dehors du quartier, et qui n'en sortent jamais. La référence à la société française a quant à elle totalement disparu.

Deuxièmement, c'est la rupture avec le monde des institutions. Ces dernières sont vues non pas comme un vecteur d'intégration sociale mais un obstacle à la construction de leur propre vie. Les populations des quartiers ont le sentiment que les institutions (écoles, travailleurs sociaux, etc.) fonctionnent à leur détriment et les empêchent de se construire individuellement. Cette sensation que l'institution « empêche de vivre » est ressentie physiquement. Les taux de morbidité dans les quartiers populaires en attestent : les enterrements sont une expérience vécue quotidiennement, les jeunes dans ces territoires mourant deux à trois plus que le reste de la population. Un sentiment de fatigue générale prédomine parmi la population du fait de cette impression de ne pas pouvoir vivre sa vie, d'être inutile, extérieur au reste de la société. De ce fait, les gens restent en retrait, se méfient des interventions sociales et politiques qui ont à leurs yeux perdu toute légitimité.

La troisième dimension se rapporte à la montée des formes de violence entre les années 1980 et 2000, qui touchent en particulier les femmes, et qui constituent une sorte de régulation sociale du quartier.

Quatrièmement, c'est la montée de la dimension religieuse. Par l'entremise de la religion, les gens tentent d'échapper à leur condition d'exclus, à se relier au monde.

Dernier élément enfin, ce sont ce que l'on appelle les rapports de genre, entre hommes et femmes, autour desquels gravitent les questions de la sexualité. Concrètement, on observe une dégradation progressive de la condition des femmes en termes de pauvreté, d'isolement et de violences subies. Par exemple, on dénote une ségrégation des espaces masculins et des espaces féminins dans les centres sociaux.

Le rôle déterminant des femmes dans la lutte contre l'enfermement des quartiers

De manière paradoxale, on observe que ce sont les femmes qui ont acquis une capacité d'action plus forte que les hommes. Sommairement, les hommes cherchent à fermer le quartier et les femmes à échapper à cette fermeture. Ce sont encore elles qui font les associations, les comités de mobilisation etc., bien qu'ils soient conçus à l'origine de manière mixte mais les hommes en disparaissent progressivement par la suite.

Le processus de ghettoïsation et de fermeture, certes fort dans l'ensemble, demeure toutefois variable grâce à la résistance de ce tissu associatif porté par les femmes.

S'appuyer sur les forces existantes dans les quartiers pour fabriquer de la mobilisation

Chercher à tout prix à casser cette forme de ghetto serait une erreur car il reviendrait à casser également les liens forts entre les gens des quartiers. Au contraire, pourquoi ne s'appuierait-on pas sur ces liens forts pour créer de l'acteur, fabriquer de la mobilisation, faire des luttes sociales et non de la participation des habitants ? Une voie qui redonnerait une forme de dignité et d'intégration politique aux populations des quartiers.

L'histoire de la politique de la ville : expérimentation puis institutionnalisation

Deux tournants principaux émaillent l'histoire de la politique de la ville. Le premier date de 1977 avec la procédure Habitat et Vie Sociale (HVS), qui visait à réhabiliter les HLM, puis à travers les programmes de Développement Social des Quartiers (DSQ). Cette phase se caractérise par son expérimentation, marquée par le souci de transversalité suite au constat d'échec des politiques sectorielles. La seconde phase, d'institutionnalisation, commence avec la création du ministère en 1990. Le nombre de quartiers concernés passe de quelques dizaines à plusieurs centaines. Cette phase constitue une rupture nette avec la période précédente : la politique de la ville est désormais pilotée par le haut, alors que la tendance initiale favorisait les acteurs du bas.



L'échec d'une politique de la ville réduite à faire du sécuritaire et du logement

Depuis, on dénombre pas moins de 17 politiques de la ville, qui se font et défont au gré des changements de majorité, où l'évaluation passe au second plan par rapport à la volonté des ministres successifs à apposer leur marque personnelle. Le tournant sécuritaire post-11 septembre a fait de l'insécurité une question centrale. La politique de la ville s'est perdue dans ce tournant, en se transformant en politique sécuritaire.

Le constat d'échec aujourd'hui prédomine au vu de la récurrence des émeutes urbaines. Une situation que n'arrangent pas les rapports tendus entre la police et les populations. Les forces de l'ordre suscitent davantage l'appréhension qu'elles ne rassurent les populations.

Les 44 milliards investis dans la rénovation urbaine n'ont pas été vains. Le paysage des cités a changé, et il est indéniable que les habitants y ont gagné en confort et en dignité.

Cependant, le traitement des lieux a eu tendance à devenir l'aspect exclusif de la politique de la ville. Cette dernière est en quelque sorte devenue une politique du logement. Et malgré son succès relatif, il n'en demeure pas moins que les deux objectifs principaux de la rénovation urbaine n'ont pas été atteints, à savoir la mixité sociale et la diminution des concentrations ethniques. Loin de diminuer, ces dernières se sont accentuées et sont clairement visibles.

Repolitiser les banlieues plutôt que de les réparer

Face à ce constat, il serait temps peut-être d'abandonner le paradigme du réparateur. Réparer le lien social est un non-sens puisque ce lien existe déjà. Une telle démarche est clairement politique, avec de surcroît une tendance colonialiste, l'idée sous-jacente que « les blancs vont apprendre aux noirs et arabes à vivre ». Devant ce diagnostic, il faut un changement de regard. La politique de la ville fut une tentative d'euphémisation des minorités ethniques. On ne peut aider les gens des quartiers comme on aide les pauvres, en ne faisant que de l'assistance. Tout jusqu'ici a contribué à les exclure de la représentation politique, ou du moins à leur donner le sentiment de ne pas faire partie de l'espace commun. Par conséquent, l'objectif premier devrait être de réincorporer ces populations dans l'espace commun, autrement dit de fabriquer du politique.

Trois pistes pour fabriquer du politique

La première piste est de s'appuyer sur les forces vives déjà en présence, qui jouent un rôle essentiel dans la régulation de la vie collective des quartiers, bien que peu visibles et reconnues. Les banlieues sont loin d'être des déserts politiques malgré les forts taux d'abstention.

La deuxième est d'ordre civique. Les nombreux blocages institutionnels, en premier lieu la complexité des dispositifs de participation, tendent à exclure les personnes dépourvues de savoir technique et réfrènent les envies et tentatives existantes.

L'enjeu est de redonner du pouvoir réel aux acteurs. Une logique de citoyenneté qui ne se limiterait pas à de la participation molle toutefois, mais qui prenne en compte les logiques de démocratie conflictuelle. La participation évacue le conflit et in fine dépolitise. Cette logique de conflit n'est possible que par l'intermédiaire du terrain associatif, à supposer qu'on leur laisse une certaine latitude d'action. Enfin, il faut encourager les interventions politiques extérieures dans les quartiers populaires, afin de faire remonter sur l'agenda politique la place du problème des banlieues. L'enjeu est de redonner aux quartiers une place prioritaire sur l'agenda politique national. Des interventions qui devront s'articuler avec les forces en présence localement. Toute la question est comment faire avec ceux qui se mobilisent ?

L'enjeu est fondamental : soit l'on persiste à faire ce qu'on fait depuis trente ans, et c'est ce vers quoi on semble se diriger à en croire la refonte de la géographie prioritaire, des zones de priorité sécuritaire. Ou on change de regard et on essaie de repolitiser, de réincorporer dans l'espace commun des populations qui ne demandent que ça mais sont sans cesse renvoyées dans leur distance et leur altérité.

Questions de la salle

Je ne vous ai pas entendu sur la question du travail. Mon jeune fils me dit souvent « Puisqu'il n'y a pas de travail, à quoi bon étudier ? ».

Comment recréer des lieux de dialogue, d'échange en commun entre jeunes, adultes et anciens pour surmonter le fort enfermement générationnel ?

DL : Deux aspects importants ont marqué l'évolution des quartiers sur la question du travail.

Le premier est l'explosion du chômage, à la fois élevé et durable, en particulier celui des jeunes qui atteint jusqu'à 60% dans certains quartiers. Cette persistance du chômage a des répercussions sur toute la chaîne institutionnelle, notamment au niveau scolaire. La différence avec les années 1970, c'est que le travailleur social ne peut plus affirmer qu'il trouvera du travail, ce qui pose un problème de légitimité très forte. Dès lors, on observe souvent des stratégies rationnelles d'échec scolaire.

Le deuxième aspect, c'est la disparition de la référence au travail dans la construction d'une identité sociale et individuelle. L'avenir personnel n'est plus envisagé par le biais du travail, mais par le biais d'un accès à un certain niveau de consommation, à un certain niveau de vie. Et c'est parce que les institutions nous empêchent de vivre, au sens physique du terme, que les gens se révoltent à travers les émeutes, pour revendiquer ce droit minimum à la vie.

A notre avis, c'est ce changement profond qui explique le décalage entre les générations. Les plus anciennes construisent leur vie sociale à partir du travail, tandis que le monde de la banlieue en est très distant.

J'ai l'impression que l'on fait beaucoup de curatif suite au constat de délabrement social des quartiers. Comment faire plutôt du préventif en étant à l'écoute des besoins réels des populations ?

DL : On note de fortes inégalités en termes d'obésité dans les quartiers populaires. En effet, les femmes en surpoids y sont deux fois plus nombreuses. On peut interpréter ces chiffres comme des comportements de pauvreté en termes d'alimentation et de rapport de soi à son corps.

A mon avis, ces questions de santé sont également des questions politiques. Les gens sont en mauvaise santé non pas parce qu'ils sont malades mais parce que la société est malade. A titre de comparaison, l'alcoolisme a baissé en Pologne non par les campagnes anti-alcoolisme mais grâce au syndicat Solidarnosc qui a donné aux gens un espace public d'expression politique, où ils ont pu exprimer leur malaise.

Et quand les gens ne peuvent s'exprimer, comme dans les cités, et bien ils ne sont pas bien, ils sont fatigués ou déprimés, ils consomment des médocs, n'importe quoi, ils prennent du poids. Des expériences montrent que les gens sortent de l'obésité quand on arrive à les faire entrer dans le monde, principalement via l'emploi.



PAGE 9

La chute du mur de Berlin a-t-elle eu un retentissement pour les populations des cités par la symbolique de la perte de toute utopie ? Peut-on faire un rapprochement avec les émeutes de Vaulx-en-Velin qui se sont produites peu après ?

DL : La décomposition de la banlieue rouge et son effondrement ont eu lieu bien avant la chute du mur de Berlin. Selon moi, c'est un épiphénomène par rapport au processus très fort de désagrégation progressive des protections ouvrières liée aux transformations économiques, commencées au début des années 1970. Cette destruction du monde ouvrier s'est faite avec une violence historiquement saisissante. Pourquoi ? Pour faire bref, l'enrichissement économique a dans le même temps libéralisé le pays, dans une logique de chacun pour soi, et le monde ouvrier en a payé le prix.

Pourriez-vous nous en dire plus sur les thèmes de l'expression sexuelle et du rapport à soi ?

DL : Deux dimensions se dégagent selon moi tout en se mêlant l'une à l'autre.

La première est la discrimination raciale, une expérience vécue par tous dans un quartier populaire. Elle diffère toutefois selon le genre, les hommes subissant en général une forme plus virulente de discrimination. Les femmes, si elles apparaissent d'abord comme des femmes, échappent davantage à cette discrimination. Tandis qu'un jeune arabe reste avant tout un jeune homme arabe. C'est un aspect primordial que l'on observe aussi bien à travers les pratiques institutionnelles que dans les boîtes de nuit.

La polémique du voile en est une non pas en tant que symbole religieux qu'en tant que symbole sexuel. C'est une façon d'afficher une non-disponibilité sexuelle à l'extérieur du quartier. Les hommes sont obsédés par la hantise de la trahison féminine, de la femme qui affiche sa féminité à l'extérieur, ce qui explique leur côté puritain qui tend à désexualiser leur univers immédiat. On constate ainsi une affirmation très fermée de l'identité masculine, des rôles induits respectivement dans la famille à l'homme et la femme. Interrogés sur leur avenir, les hommes ne parlent jamais du travail, mais du fait qu'ils seront des pères de famille. De leur côté, les femmes ont un rapport beaucoup plus réflexif à elles-mêmes. Assignées à une place subordonnée dans le fonctionnement collectif du quartier, elles en subissent la violence pour les faire « rester à leur place ». C'est pourquoi les femmes cherchent à ouvrir l'espace, alors que les hommes au contraire s'échinent à le fermer.

C'est la raison pour laquelle les collectifs sont majoritairement constitués de femmes, plus actives, disposant d'une capacité d'action plus forte que les hommes.

Que pensez-vous des investissements privés du Qatar ciblés sur certains quartiers dits sensibles ?

MK : L'affaire du Qatar révèle en creux que les caisses de l'Etat sont vides. On peut certes y voir un péril pour la République, à la peur fantasmée des magnats qui rachèteraient la France. Le problème de l'argent est une donnée fondamentale de la politique de la ville. Economiquement, on ne sait comment financer le programme national de rénovation urbaine.



Comment percevez-vous l'émergence du Front National dans les quartiers ?

MK : Quant au Front National, je pense que la peur sur laquelle surfe le FN, c'est celle d'une classe ouvrière blanche qui se sent en insécurité, incomprise dans son expression de l'insécurité ainsi que ce sentiment d'être devenu minoritaire.

DL : Soulignons également que le vote FN est un vote de marge, de périphérie. On peut faire une corrélation distance centre-ville et vote FN. *Le Monde* a récemment publié la carte du vote FN, qui dessine exactement la carte de la France urbaine à l'envers. Les centres-villes, et même les quartiers populaires que l'on a évoqués continuent à voter à gauche en général. Le vote de droite ou FN est plutôt un vote des périphéries des espaces urbains, de toute cette population qui a été chassée des centres-villes et se retrouvent dans le périurbain, où les concentrations de pauvreté sont plus importantes.

Ce vote FN s'apparente à un fort vote anti-immigrés et anti-pauvres, du fait que ces derniers sont en quelque sorte leurs concurrents directs car postulant à des postes similaires dans les institutions ou dans les HLM.

Pour rebondir sur la question du travail, le BIT a établi, dans son diagnostic territorial sur la discrimination dans le bassin Roubaix-environs, que 3 jeunes sur 5 étaient victimes de discriminations liées à leur origine. Le problème, c'est que cette discrimination est devenue presque invisible, même pour les jeunes diplômés… Comment faire pour exister politiquement quand on est sans cesse renvoyé à son origine, à sa classe sociale ou à sa condition ?

MK : Je pense qu'un seuil a été franchi lorsque l'on est passé de cette phase de récupération à des stratégies de criminalisation des militants syndicaux et associatifs, par exemple dans les cas de Dammarie-les-Lys ou de Bouge qui bouge.

D'un autre côté, de nombreux conflits internes ont compliqué la formation et la structuration d'un grand mouvement issu des banlieues. C'est un peu la raison pour laquelle on veut refaire la marche aujourd'hui, car les choses n'ont pas bougé depuis. Alors la question, c'est de comprendre pourquoi l'expression politique des quartiers ne fonctionne pas. Sur quels obstacles butent-elles ? Sommairement, on peut dire que la perpétuelle guerre des égos a empêché toute union, une guerre qui perdure à travers la commémoration de la Marche.

Ensuite, que pensez-vous du désert politique dans les quartiers ?

MK : Un vivier politique existe dans les quartiers, certes pas partout ni avec la même intensité. C'est pourquoi le terme de « désert » me gêne. Cependant, les conditions politiques ne semblent pas réunies pour que les gens puissent dépasser leurs querelles.

Ce qui explique que la situation tourne un peu en rond. Pour surmonter cet obstacle, je pense qu'il faut se focaliser davantage sur ce qui fait frein aux logiques d'action, et pas simplement sur le côté victimisation/criminalisation. Si la Marche pouvait engager ce débat alors oui, je pense qu'elle servirait vraiment à quelque chose.



PAGE 11

La politique de la ville ne dessert-elle pas la démocratie participative ? Sommes-nous, citoyens français, prêts pour cette démocratie participative, un peu à la manière des budgets participatifs au Brésil ?

DL : Au fond, on peut observer que la politique de la ville a été pensée via un triptyque élus, territoires et institutions. La participation des habitants a été conçue comme un moyen d'améliorer ce système. Notre thèse, c'est que ce système est à bout de souffle et que cette amélioration n'a pas donné de résultats probants. Pour nous, il faudrait plutôt s'appuyer sur les acteurs, la population et la fabrication de luttes sociales par le conflit.

Notre livre se veut contre la participation des habitants, idéologie des technocrates qui n'a jamais marché car les habitants n'y participent pas. La participation a toujours été le point de vue des dominants. Les dominants font la participation, et le dominé fait des luttes sociales où il tente de s'affirmer politiquement, pas en participant à des dispositifs où il se fait avoir. Nous préconisons un changement complet de logiciel. Les régions ouvrières ont toujours été opposées à la participation, historiquement perçue comme une manière de contourner les collectifs ouvriers et leur capacité revendicative. Pour ces derniers, la solution passe par le conflit, la grève, et non par la participation.

Vous n'avez pas traité du problème du désir lorsque vous parliez d'intégration à repenser. Or il me semble que la théorie des affects, du désir de l'autre, du désir de vivre ensemble, et son affaiblissement, doit être traitée pour mieux comprendre le problème des banlieues…

DL : Notre livre se positionne contre le désir, contre les affects, contre la volonté de vivre ensemble. Le désir n'est pas préalable, c'est la construction politique et l'entrée dans les conflits qui permet de comprendre que nous pouvons vivre ensemble. Si on demande aux gens de vivre ensemble avant d'entrer dans la citoyenneté politique, cela ne peut pas marcher. De toute manière, on constate que notre société se caractérise par son absence de vivre ensemble, il suffit pour cela de regarder l'évolution de nos villes, où la ségrégation des arabes, noirs, et pauvres ne cesse de s'accentuer. Alors, au lieu de vouloir remettre les bourgeois dans les quartiers pauvres, de faire la mixité sociale, refaisons du politique et nous retrouverons ce désir de vivre ensemble. Faisons un monde politique commun où les populations des banlieues seraient considérées comme des acteurs politiques au même titre que nous-mêmes.

Redonner de la place aux habitants, cela ne demande-t-il pas une révolution des pratiques des acteurs sociaux ? Comment mener cette révolution des acteurs installés dans une manière d'agir confortée par les pouvoirs publics et parfois les premiers à réduire la parole des habitants ?

DL : Je pense qu'il est fondamental de dire qu'il y a une responsabilité politique des acteurs sociaux. Leur travail n'est pas simplement d'assister les gens mais de fabriquer du politique, en aidant ces derniers à reconquérir une forme de légitimité politique qui leur est refusée. Sur ce point, je pense que la situation évolue favorablement, que les travailleurs sociaux travaillent en ce sens-là.



Ce que vous dites sur le modèle masculin en milieu populaire me pose problème. Il me semble qu'on a encore beaucoup à apprendre sur ce que sont les modèles masculins actuels en reconstruction…

DL : A propos des identités de genre, la première observation que l'on peut faire, c'est la disparition, l'enfermement progressif des hommes et une capacité d'action plus forte des femmes. Le reportage du *Monde* sur les Tarterêts, par exemple, soulignait une présence très forte des femmes.

La deuxième réflexion, relativement aux hommes, est une chose assez banale qu'on observe un peu partout dans le monde. Quand une population se marginalise, les gens en général tendent à se replier et à s'accrocher à ce qu'ils ont, ce qui leur reste. Par exemple, les études sur les crises industrielles au Canada et dans le nord des Etats-Unis montrent un repli familial très fort, un renfermement des hommes et une violence accrue envers les femmes par un effet d'affirmation masculine plus forte. C'est un processus classique lorsque les gens sont démunis de leur travail et marginalisés. Ils se replient et s'affirment à partir de ce qu'ils ont. Cet enfermement sur les catégories familiales est à mon sens très frappant. Dans les populations des cités, on parle de pères, de mères, de jeunes. Dans le Ve arrondissement de Paris, vous parleriez des cadres, de la catégorie sociale. Ces catégories familiales à mon sens sont une certaine manière d'invalider les gens politiquement, puisque si l'on part du principe que ce sont des familles, ce ne sont alors pas des acteurs politiques dans notre espace politique.

À propos du combat contre les discriminations au titre individuel, il s'agit de questions collectives, mais qui sont renvoyées à la dimension de la gestion individuelle. Les discriminations doivent être traitées dans l'espace public, dans le cadre de débats où la question du conflit serait posée.

MK : Oui, on peut dénoncer l'individualisation de la question des discriminations, mais un pas a été franchi à mon avis lorsque la question des discriminations a été mise sur l'agenda politique par Martine Aubry. Des enquêtes, des données montrent l'importance de la discrimination dans différentes sphères. On ne peut plus se voiler la face derrière l'argument de la République irréprochable, une et indivisible, cet argument ne tient plus dès lors que l'on sait que les discriminations ethniques et raciales existent et qu'on en a une perception globale. Ensuite, il faut dire que d'autres chantiers existent. Celui de la dépénalisation de l'usage du cannabis en est un. La loi en vigueur remonte à 1970 et les réalités sociales ont entretemps complètement changé. Travailler sur la loi pourrait desserrer l'étau autour des quartiers qui sont des plaques tournantes de l'économie souterraine. De la même manière, le papier contre les contrôles au faciès serait une façon d'apaiser la relation entre la population et la police, un premier pas vers une réforme plus ambitieuse de la police. Le vote des immigrés a une charge certes très symbolique dans les quartiers où l'abstention est forte, mais n'en demeure pas moins un symbole très important.



LE SÉMINAIRE

Politique de la ville : vers un nouveau pacte de citoyenneté

A l'heure où l'on s'apprête à célébrer les 30 ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, au moment où Mohamed Mechmache (Collectif AC le Feu) et Marie-Hélène Bacqué (sociologue de l'empowerment à la française) remettent leur rapport *Ça ne se fera pas sans nous* au ministre de la ville François Lamy, peut-on imaginer, à Roubaix, un nouveau pacte de citoyenneté ?
Dans un premier temps, le séminaire a proposé un échange avec les sociologues Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie en partant du contexte roubaisien et l'action de l'UPC exposés par Ali Rahni et Vincent Boutry.

La seconde partie du séminaire fut l'occasion d'une discussion collective pour définir les contours d'un nouveau pacte de citoyenneté. A cet effet, l'UPC propose d'organiser à l'avenir un ou plusieurs « forums populaires et citoyens » ouverts réunissant l'ensemble des acteurs (publics et privés) du territoire roubaisien pour penser autrement la politique de la ville.

La Marche, fruit d'années de lutte contre les crimes racistes et la discrimination

Ali Rahni (administrateur UPC et éducateur à Wattrelos) retrace sommairement l'histoire de la marche et son impact à Roubaix. Dans les années précédant la Marche, les crimes racistes, les « ratonnades » ou chasses à l'immigré, avec coups de feu fréquents, sévissaient dans les quartiers populaires. Un énième drame au cours duquel un jeune homme est victime d'un tir de la police sera le détonateur de la Marche. Le curé des Minguettes notamment y joua un rôle prépondérant, avec l'aide de mouvements protestants et non-violents de la région lyonnaise. Ces années de lutte contre les crimes racistes et la discrimination furent l'occasion pour beaucoup d'un début de prise de conscience politique et cimentèrent pour certains l'engagement associatif et politique.

Cependant, en quelques années et profitant de la division entre les marcheurs, l'histoire de la Marche fera l'objet d'une récupération politique par SOS Racisme et France Plus.



Le contexte associatif après la Marche à Roubaix

Malgré cela, une effervescence s’est créée et les années 1990 furent marquées, à Roubaix, par la création de nombreuses associations de jeunesse. On en dénombrait une dizaine, très engagées, mobilisées sur des sujets tels que la lutte contre la toxicomanie, le sport, la culture etc. Néanmoins, le passage de l’associatif au politique reste très difficile : les partis traditionnels demeurent très réticents à accueillir des militants issus des quartiers.

Les années 2000 marquent une rupture. Le mouvement associatif devient progressivement intégré à un travail social institutionnel de guichet et de suivi individuel de moins en moins tourné vers l’action collective. C’est dans ce contexte que l’UPC va se créer début 2004-2005, avec pour objectif, à travers des outils d’éducation populaire, d’éveiller à nouveau les consciences, de former des citoyens, de permettre aux gens de se rencontrer, de débattre, de discuter de ce que l’on peut créer collectivement. Donc trente ans après la Marche, où en sommes-nous ? Que peut-on faire ? L’UPC est une tentative de réinvention de l’action collective et politique. Cependant, les difficultés rencontrées pour mobiliser les acteurs poussent à penser d’autres modes de mobilisation et d’engagement. Ce sont ces questions qui seront posées lors de la prochaine commémoration de la Marche par l’UPC. Des pistes sont à l’étude : projection d’un film, échanges avec Mogniss Abdallah qui travaille sur la mémoire collective, présentation d’un rapport sur la discrimination dans l’Education Nationale , etc.

Comment donner plus de visibilité aux propositions de l’UPC ?

Vincent Boutry (directeur de l’UPC et animateur social) présente la réflexion citoyenne de l’UPC sur la participation. L'UPC a avancé des propositions citoyennes sur l'amélioration de différentes politiques publiques locales :

- Sur la politique de l'emploi, élargir la méthode IOD (Intervention sur l’Offre et la Demande) de placement à l'emploi qui cherche à lever les critères de discrimination à l'embauche. A l'opposé de la logique dominante de « parcours d'insertion » la méthode IOD propose des médiations de mise en relation directe entre un demandeur d'emploi et une entreprise.

- Sur la politique d'aménagement et de développement durable, dans le cadre de l’aménagement de l’éco-quartier de l’Union, l'UPC anime le Collectif de l'Union avec pour ambition de bâtir une économie associative et coopérative avec les quartiers environnants intégrant l'idée de transition écologique.

- Sur la politique de santé, mettre en lien des lieux de santé et des lieux de bien-être à l'échelle d'un quartier, recréer des cantines populaires pour développer la promotion de la santé et rompre l'isolement.

Mais ces contributions citoyennes ne sont pas encore mises en débat par le politique et les institutions. Elles ne dépassent pas le cercle associatif et militant de l'UPC. Les dispositifs de concertation se construisent souvent sur des projets d'aménagement urbain parce qu'il y a un interlocuteur institutionnel unique, une SEM (Société d'Economie Mixte) alors que sur les autres politiques (emploi, éducation, sécurité...), il y a une multiplicité d'interlocuteurs, de services publics qui fonctionnent de manière hiérarchique sans avoir de comptes à rendre devant les citoyens. Ne faudrait-il pas inventer des SEM de l’animation sociale comme un interlocuteur unique sur le fonctionnement d'un quartier qui aurait autorité sur les différents services publics et serait en capacité de redynamiser la participation des habitants ?

Pour une histoire politique de la Marche rappelant la capacité d'agir de la société civile

En réaction à ces interventions, Michel Kokoreff pose premièrement la question du pouvoir de la société civile. Les événements en Turquie et au Brésil, d'un côté un projet d'aménagement urbain, de l'autre l'augmentation des transports en commun, ont conduit à une remise en cause directe du pouvoir en place. Cette forte capacité d'agir est intéressante à observer en cela qu'elle va au-delà du simple militantisme et interroge sur la manière dont se constitue la société civile. A ce propos, un livre a été écrit par Camille Hamidi, *La Société civile dans les cités.*

Deuxièmement, faire l'histoire politique de la Marche ainsi qu'un diagnostic trente ans après constitue la voie à suivre à l'occasion de la commémoration. Le danger d'une approche muséalisée, nostalgique serait d'évacuer la dimension profondément politique de la Marche et ce bien avant 1983, avec la montée en visibilité des ratonnades à partir de 1975-1976.

Le nécessaire conflit politique avec les institutions

En ce qui concerne la manière d'interpeller les institutions, la question n'est pas il est vrai de débattre mais au fond d'avoir des interlocuteurs en face et, dans le même temps, être en mesure de peser soi-même en tant qu'acteur sur des thèmes de la vie quotidienne, à l'image de ce que décrit Michel de Certeau dans *L'Invention du Quotidien*. Cela suppose le rapport de force, le conflit, ce qui reste évidemment plus facile à dire qu'à faire, d'autant plus qu'il y a rupture du rapport avec les institutions, et en particulier dans les quartiers populaires.



La disparition du monde intermédiaire, du lien entre le politique et le social

Pour Didier Lapeyronnie, la question prégnante est celle de la fabrication du politique, de la manière de dépasser le clivage entre l'action localisée avec pour objectif d'appeler à la solidarité, d'améliorer la vie des gens, et une action similaire à la Marche dont la démarche est davantage politique et générale. Cette difficulté traduirait des obstacles institutionnels et sociaux. Au fond, elle révèle en creux l'absence d'un monde intermédiaire, lieu de médiations entre politique et social, local et national. Comment dès lors construire de la revendication ? Un problème plus général qu'uniquement roubaisien.

Tirer des enseignements des succès et échecs de la Marche

Le constat de la Marche est selon lui celui à la fois d'un succès et d'un échec. Succès, car elle introduit dans la vie politique et sociale française un nouveau type de revendication toujours présent, à savoir l'appel aux droits. Echec, car le mouvement s'est progressivement affaibli au fil des marches de 1984 puis 1985 à mesure que la dimension immigrée, plus radicale, a pris de l'importance au détriment des droits, thème très consensuel porté par les premiers marcheurs. Cet affaiblissement a permis le développement de SOS Racisme vers 1985-86. Enfin, un échec également militant, dans la mesure où le système politique local est resté fermé à toute une génération issue des quartiers qui arrivait à la conscience politique, ce qui a amené nombre de militants à revenir dans le local avec des préoccupations beaucoup plus renfermées. Dernière observation, la fabrication de l'acteur est indissociable de la formation de conflits et de luttes. Cela suppose de faire une forme d'éducation populaire plus active, mobilisatrice et plus conflictuelle cherchant à transformer les enjeux locaux en enjeux de conflits.

Questions et réactions adressées à Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie

- La commémoration de la Marche pourrait être l'occasion de créer une identité collective qui peine à émerger, dont la mémoire collective de la Marche par ses participants pourrait être le point de départ…
- Sur la nécessité du conflit dans le cadre démocratique, ne pensez-vous pas que la France est quelque peu traumatisée par les conflits de lutte, parfois sanglants, qui ont eu lieu dans son histoire ? Enfin, pouvez-vous en dire plus de ce monde politique verrouillé aux personnes issues de la diversité, ainsi qu'aux femmes ?
- Et comment créer une société de pleine activité à l'heure où l'ère du travail salarié tel que nous l'entendons semble terminée ?
- Comment surmonter la peur de l'autre, qui me semble plus ancrée dans les gènes de l'homme que le mythe de l'anti-racisme, afin de faire en sorte que les gens entrent en lien les uns avec les autres ?
- La reconnaissance est indispensable dans la constitution d'acteurs. Il faudrait reconnaître davantage la notion de travail, que je dissocie de l'emploi et qui englobe aussi bien le travail des femmes au foyer et des enfants à l'école que l'activité des retraités…
- Plutôt que de se focaliser sur le faire, ne devrait-on pas nous mettre davantage à l'écoute ? Des jeunes s'organisent à Roubaix, s'expriment politiquement, l'UPC ne devrait-elle pas faire un effort de repérage de ces lieux de parole ?
- Enfin, comment rendre un message, un positionnement politique crédible pour recréer une utopie politique via un portage politique au niveau national ?







- Le problème, on l'a vu durant l'Assemblée Générale de l'UPC, c'est qu'on n'a aucunement influencé les politiques publiques. Repartir de l'actualité, faire de l'AG permanente ont été des pistes soulevées pour faire émerger des acteurs dans les quartiers. De plus, on n'arrive pas à bousculer le fonctionnement des institutions par le rapport de force, institutions qui par ailleurs ne sont pas outillées pour nous écouter. Comment faire pour que l'institution devienne intelligente pour répondre à nos revendications ?
- Le problème est que les banlieues sont présentées tous les jours, à la télévision, comme les maux de la société, maux auxquels le seul remède serait de mettre des CRS, de surveiller partout… Cette logique doit être renversée par un travail en profondeur et ne peut l'être que par la citoyenneté, la formation des gens pour faire du rapport de force…
- Ce qui me frappe en observant les acteurs à Roubaix, c'est le repli des institutions, des associations et cette difficulté à construire quelque chose en commun. Personne n'est prêt à prendre de risques, à se poser en médiateur, que ce soient les travailleurs sociaux ou les centres de formation…

Réponses de Michel Kokoreff

Effectivement, la manière dont les acteurs se sont positionnés sur la communication lors de la Marche est à redécouvrir. C'est un enjeu important qui a cependant complètement disparu. Mogniss Abdallah avait créé à l'époque une agence de presse, Im'média.

Quand on dit banlieues, l'imaginaire y associe les CRS, la délinquance, les incivilités, les dealers… Et pourtant, simultanément, la réalité est un enfer. Et il est très facile de tomber dans l'angélisme en critiquant la dramatisation qu'on en fait, au risque de se retrouver en porte-à-faux par rapport à la réalité, tant il est vrai que l'image écrase la réalité.

Hannah Arendt disait que la politique était la capacité à articuler des problèmes particuliers avec des problèmes généraux. C'est de cette manière qu'on peut réincorporer dans l'espace commun. Et cette articulation passe par la constitution d'un langage commun, qui nous fait actuellement défaut, qui pourrait être centré autour des questions de respect, dignité, reconnaissance afin d'interpeller les institutions.

Les chercheurs ont eu et ont encore un rôle à jouer. Ils ont une responsabilité dans la construction d'un discours dominant. Cependant, la parole critique est de plus en plus atomisée, chacun est renvoyé à sa chapelle, isolé.

Enfin, je ne pense pas que la société française soit traumatisée par les conflits. On voit certes un processus de fragmentation sociale et urbaine s'opérer en France et dans les sociétés occidentales.

Pourtant, les mouvements sociaux n'ont pas totalement disparu, bien que les succès soient moindres, comme en atteste la mobilisation sur les retraites. Effectivement, les manifestations et les grèves se font plus rares aujourd'hui que dans les années 1970. Ça n'en reste pas moins une caractéristique française. On observe cette ambivalence, entre la lourdeur des processus de fragmentation, où chacun est renvoyé à soi-même et les réactions collectives voire des courts-circuits politiques comme les émeutes qui interpellent.



Réponses de Didier Lapeyronnnie

Je suis frappé par ces observations très pessimistes. Bien sûr il y a des obstacles, du repli, des institutions peu aidantes… Mais certains éléments peuvent permettre d'espérer. La construction de l'acteur peut par exemple s'appuyer sur de petits mouvements généraux, des embryons au niveau local.

Clarifions les choses sur le conflit : le conflit est favorable à la démocratie, cette dernière s'effondre s'il n'y en a pas, et sans conflit, on ne peut avoir d'acteurs sociaux. Précisons que le conflit n'équivaut pas à la violence, au contraire la violence s'impose lorsqu'il n'y a pas de conflit. C'est pourquoi défendre cette démocratie conflictuelle est primordial.

Notre tradition républicaine se caractérise d'une part par la méfiance des acteurs vis-à-vis des acteurs politiques, où les élus s'estiment seuls légitimes d'où leur rejet des acteurs sociaux, et d'autre part, par la faiblesse congénitale du monde intermédiaire, la faiblesse des syndicats au profit du politique. D'où le problème de cet entre-deux entre le haut et le bas, et de la difficulté à construire de l'acteur social.

Le système politique n'est pas verrouillé sur le plan de l'accès, mais dans celui de la représentation. Les femmes et les minorités sont acceptées en dehors des élections. Le blocage est à mon sens plus profond, c'est-à-dire que la société française se représente à travers sa représentation politique sans les immigrés ni les femmes, au nom d'une image très forte de la rationalité.

Le problème de la fabrication de l'acteur est de savoir sur quoi on s'appuie. Le travail fut cet appui pendant longtemps, et beaucoup pensent aujourd'hui encore qu'il faut repartir du travail pour reconstruire de l'acteur collectif. Je ne pense pas que ce soit possible en raison du changement de la société et de l'idéologie.

Lors de la Marche, l'acteur s'est construit non pas dans une logique du travail contre le capital, mais par l'appel aux droits. C'est cet héritage de la Marche qu'il faut valoriser. Parler des inégalités sociales, cela ne prend plus, les gens n'embrayent pas. Dans le cadre de l'appel aux droits, l'individualisme ne semble pas un obstacle, au contraire, il peut être la base d'une revendication du droit de chacun à pouvoir vivre sa vie, pour construire de l'acteur collectif.

A mon sens également, la reconnaissance ne passe pas par le dialogue, mais par la lutte politique, un peu dans la logique de la lutte du maître et de l'esclave. La reconnaissance n'est pas un préalable à la construction de l'acteur, mais une conséquence éventuelle.

Enfin, sur le dialogue entre les acteurs et les intellectuels, les sociologues ont longtemps été proches des syndicats voire liés à eux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En général, je trouve que les intellectuels ont très peu d'engagement dans le dialogue avec les acteurs sociaux ou politiques.



Réactions et échanges

Remobiliser en passant de la lutte contre les inégalités sociales à l'appel aux droits

Dans le passé, les luttes se cristallisaient autour du droit du travail, pour l'obtention d'augmentations de salaire. Des enjeux qui semblent dépassés dans le contexte économique d'aujourd'hui. Pour preuve, la lutte au nom des inégalités sociales rencontre peu d'échos parmi la population, en particulier chez les plus jeunes. La démobilisation de ces derniers serait en partie due au fait qu'ils n'ont pas connu de période où « on se battait pour obtenir quelque chose ».
L'appel aux droits prôné par les sociologues pourrait permettre de rassembler davantage dans les quartiers de Roubaix et favoriser l'émergence de conflits. La population de nos jours aspire à être traitée dignement, avec respect, et sur un pied d'égalité, à réintégrer la communauté civique.

Refaire l'histoire politique de la Marche pourrait redonner espoir aux plus jeunes en démontrant que des changements sont possibles, qu'il n'y a pas de « fatalité ».

Quels droits cependant ?

D'aucuns craignent néanmoins les dérives d'un positionnement sur la question des droits. Il ne faudrait pas que cela fasse « guichet des écoutes », ou que le débat dérive vers la crainte de « l'assistanat ». D'où la nécessité de définir ces droits. « Les droits, en disant ça, on n'a rien dit », fait-on remarquer. Que met-on derrière ? Sont proposés entre autres les droits au logement, à la santé, au travail. Ce ne seraient pas des droits individuels, mais des droits collectifs. Le droit au logement par exemple peut se concevoir comme un droit de ne pas vivre dans la rue.

L'idée d'un revenu minimum peut également être une piste intéressante. Elle serait entre autres une forme de reconnaissance de l'activité de chacun hors emploi salarié et permettrait de subvenir aux besoins fondamentaux. Cette proposition est soutenue par un mouvement européen militant appelant à signer une pétition afin d'obliger le Parlement européen à mandater une recherche sur le concept, nécessitant pour cela un million de signatures dans sept pays différents de l'UE.

Faire connaître les droits de chacun

A titre informatif, il pourrait être envisagé de mieux faire connaître des droits méconnus par beaucoup. C'est le cas du droit opposable au logement, où une commission se réunit pour examiner les demandes de logement et demander au préfet d'y répondre en cas d'avis favorable. Le RSA est aussi un cas de figure typique. Deux à trois milliards d'euros ne sont pas réclamés par ceux qui y sont éligibles en raison du manque d'information sur ces conditions d'attribution ou par honte de ces bénéficiaires potentiels.



Démocratie participative : stop ou encore ?

Les réactions vis-à-vis des suites à donner à la participation aux dispositifs institutionnels furent contrastées. L'UPC cherche à la fois à « organiser la lutte » en revendiquant et à maintenir le dialogue avec l'institution en faisant des propositions. Peut-on continuer à tenir ces deux positions simultanément ? Ne faudrait-il choisir ?, s'interrogent certains.

Les partisans du conflit privilégient cette position pour sortir de la « logique de l'impuissance » et concentrer les efforts sur quelque chose de concret, plutôt que de chercher à changer des institutions qui n'ont au final pas changé depuis le début de la participation.

D'autres sont plus mesurés et pensent qu'il faut continuer à jouer sur les deux tableaux simultanément, en se mettant « à la fois du point de vue du citoyen et du point de vue des élus ». La seule posture du conflit renforce une logique de bloc contre bloc et de rapport de force a aussi montré ses limites à construire une culture commune et à rassembler la société.

Se réapproprier le mot politique

Un participant a émis des réserves sur la stratégie de tout axer sur le côté politique préconisé par les sociologues. Est-ce viable alors que « les gens actuellement n'ont plus confiance au politique, aux institutions, qu'il y a un décalage entre la vie des quartiers et la politique ? ». Oui, mais la politique, ce n'est pas seulement les partis, précise un autre. Le mot « politique » est en cela kidnappé par les partis politiques, d'où les crispations que ce mot entraîne parmi un grand nombre de personnes. Un travail de réappropriation et de redéfinition doit se faire en ce sens, en redonnant à la politique sa dimension autour de la gestion de la cité, la citoyenneté, à porter des choses collectivement, ou encore à faire bouger les choses.

L'autonomisation vis-à-vis des institutions et des dispositifs

La politique de la ville était à ses débuts dans le registre du droit à l'expérimentation, à la construction de projets. Progressivement, les municipalités se sont réappropriées les financements alloués pour faire participer les habitants à leur politique et les faire entrer dans des dispositifs dans lesquels « on ne comprend pas grand-chose et où on n'apprend pas à réfléchir ». Un vrai paradoxe alors que la participation était conçue initialement avec pour ambition de participer à la définition des politiques publiques, une volonté « hypocrite » puisqu'il n'en a jamais été question. De même, en dehors de la démocratie participative, existent en parallèle des « dispositifs figés » forçant les acteurs à « rentrer dans des cases ».

La moindre initiative aujourd'hui est formatée, cassant du même coup toute dimension politique puisqu'elle restreint la pensée. L'état des financements actuels, en baisse continue, aggrave cette situation : vouloir penser « en dehors » du cadre équivaut à ne pas être financé, ces moyens allant en priorité à celui qui « rentrera le mieux dans le cadre ».

La création de luttes demeure entravée s'il existe une relation de dépendance entre les acteurs vis-à-vis des institutions et/ou des espaces de participation organisés par ces dernières. Un appel à l'autonomisation dans leurs actions des acteurs sociaux est une piste sérieuse à considérer dans la création de luttes politiques.



Pour une conscientisation politique des acteurs ?

L'idée de la conscientisation politique des acteurs a rencontré des partisans et des détracteurs. Inspiré des principes de Paulo Freire, la conscientisation passe par plusieurs étapes dont la première est la présence d'écoute, afin que les difficultés rencontrées soient exprimées. S'ensuit la prise de confiance lorsque les personnes se rendent compte que les problèmes qu'elles énumèrent ont leurs solutions, débouchant sur une prise de conscience de leur capacité d'agir pour résoudre le problème. Se pose enfin la question de l'engagement politique à l'issue de ce processus. Les partisans de ce travail de conscientisation de masse l'estiment indispensables pour construire de l'acteur politique.

Toutefois, l'appel à la conscientisation ne fait pas l'unanimité. D'aucuns font remarquer que les gens disposent déjà d'une parole quotidienne, dans leurs pratiques, leurs échanges, leurs rencontres. La question n'est-elle pas plutôt de les conscientiser pour que ces paroles correspondent à l'idée que nous nous faisons de la conscience politique?

Créer des acteurs, c'est surtout et avant tout leur donner des espaces où ils peuvent se retrouver et échanger. Il faut prendre garde à ne pas tomber dans l'écueil du dominant, du sachant face à l'ignorant. L'échange et la contribution devraient se faire sur un pied d'égalité.

Des forums populaires et citoyens ouverts vers un pacte de la citoyenneté à Roubaix

Le pacte de citoyenneté sera le résultat d'une concertation de l'ensemble de la société civile de Roubaix, en partant de sujets d'actualité dans la ville. A partir de sujets d'actualité dans la ville, l'UPC projette d'organiser des forums populaires et citoyens ouverts mobilisant les habitants, les associations, les institutions. L'idée est de réunir tous les acteurs autour de la table pour faire un état des lieux de l'ampleur du problème posé et de l'action de chacun (insitutions, associations, entreprises, habitants...). Des propositions pourraient être des éléments d'un futur pacte de citoyenneté.





30 ans MARCHE POUR L'ÉGALITÉ

Programme

Journée spéciale 30 ans de la marche 12h - 18h

Dimanche 17 novembre

La Marche, 30 ans après. Sur Pastel FM 99.4



La Marche 19h30

Mercredi 20 novembre

Cinéma Le Duplexe 47, Grande rue – Roubaix
Avant-première en présence de Nabil Ben Yadir, réalisateur, et des comédiens Jamel Debbouze, M'Barek Belkouk et Lubna Azabal.



Caravane de la mémoire après-midi d'ACLEFEU

Jeudi 21 novembre

Conférence-débat 19h

Jeudi 21 novembre

Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
16, rue du Curoir – Roubaix (entrée libre)

La Marche, trente ans après
Avec Mogniss H. Abdallah et Mohamed Mechmache, entrée libre

Atelier citoyen 9h - 12h

Vendredi 22 novembre

Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 16, rue du Curoir – Roubaix

La marche Trente ans après la marche, où en est-on des discriminations dans la ville ?
Sur inscription 03.20.82.23.96 ou contact@upc-roubaix.org



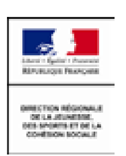
Les partenaires :

Chfaïd, Place Publique, Maison de Loqman, Rencontre et Dialogue, Pastel FM, Université Populaire et Citoyenne de Roubaix, ADICE, Générique, Université de Lille 3, Le Duplexe, agence Im'Média, Collectif ACLEFEU

Les cahiers de l'UPC déjà parus

N°1. Le creuset français, histoire de l'immigration avec Gérard Noiriel
N°2. Les politiques d'insertion sont-elles justes ? avec Simon Wuhl
N°3. Laïcité, Islam et République avec Alain Gresh et Michel Tubiana
N°4. L'Économie solidaire et l'insertion : quels gisements d'emplois ? avec Bernard Eme
N°5. Les différents visages du racisme avec Mouloud Aounit et Pierre Tévanian
N°6. 20 ans de TUC, CES, Emplois jeunes, quel bilan pour avancer ? avec Bernard Gomel
N°7. Mixité sociale ou assignation à résidence ? avec Sylvie Tissot et Saïd Bouamama
N°8. En attendant l'emploi, changer le travail avec Bernard Gazier
N°9. Esclavage-colonisation, qu'avons-nous fait de notre histoire ? Avec Olivier Le Cour Grandmaison et Christiane Taubira
N°10. Décroissance, terre et humanisme, du Sahara aux Cévennes avec Pierre Rabhi
N°11. Quelle autre Europe sociale ? avec Bernard Gazier (à Valenciennes)
N°12. Du RMI à l'allocation universelle avec Yannick Vanderborght
N°13. Quelle autre Europe sociale ? avec Jean Claude Barbier (au pays des Sept Vallées)
N°14. Quelle autre Europe sociale ? avec Jean Gadrey et Nicolas Postel (à Dunkerque)
N°15. La science, le politique et le citoyen avec Jacques Testart *
N°16. A quoi sert l'identité nationale ? avec Gérard Noiriel *
N°17. Quelle autre Europe sociale ? avec Dominique Méda
N°18. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ? Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi
N°19. Faut-il en finir avec l'insertion ? Quel nouveau service public ? avec Robert Castel, Jean Gadrey et Bernard Eme.
N°20. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ? 2e Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi
N°21. Pour sauver la planète, sortez du capitalisme avec Hervé Kempf
N°22. La fin de ce monde n'est pas la fin du monde avec Patrick Viveret
N°23. Quel accompagnement socio-professionnel ? avec Olivier Jeanson et Fabrice Moustiez
N°24. Repenser les migrations avec Agnès Arquez Roth et Nancy L. Green
N°25. Une "identité nationale", quelle réalité en 2010 ? avec Denis Sieffert, Saïd Bouamama, Bruno Mattéï *
N°26. Vers une sécurité sociale professionnelle ? avec Francis Kramarz
N°27. Laissez tomber votre caddie avec Christian Jacquiau
N°28. Quelle citoyenneté urbaine ? * avec Jacques Donzelot
N°29. Apprendre de la précarité ? avec Florence Aubenas
N°30. De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire ? avec Sylvain Coquerel et Lucien Kroll
N°31. Inégaux devant la santé : une injustice inéluctable ? avec Pierre Aïach
N°32. Racisme mode d'emploi avec Rokhaya Diallo
N°33. Que peut-on partager avec les Roms à Roubaix ? avec Clair Michalon
N°34. Dessine-moi une ville en transition
N°35. Économie solidaire et insertion avec Martin Hirsch
N°36. Place à la santé ! avec Didier Ménard
N°37. Habiter autrement contre le mal-logement ? avec Stéphanie Lamarche-Palmier, Valérie Morel et Arlette Haedens
N°38. De la naissance au pays de l'or gris avec Philippe Lefebvre, Françoise Gobled et Françoise Nay
N°39. L'Hospitalité, L'épreuve de l'autre avec Anne Gotman, Haydée Saberan et Mathilde Wybo
N°40. Comment mieux vivre la maladie ? avec Karl-Heinz Cerny et Jean-Charles Crombez
Hors Serie : Changeons d'ère à l'Union !

* à paraître













Directeur de la publication : Bruno Matteï
Rédaction : Kim Yong Tang
Photos : Anne Lescieux, Hugo Bouquet
Mise en pages : Service Communication UPC
Imprimé sur papier recyclé par Raza Prod
Tirage: 1000 exemplaires
ISSN : 1778-039X